

FIN DE MOIS, FIN DU MONDE... MEME COMBAT !

Après le 20 septembre, l'UD CGT 41, de manière unitaire et avec la jeunesse, appelle à manifester le 27 septembre pour allier urgence écologique et urgence sociale.

En effet, pour la CGT, il existe un lien étroit entre « travail » et « environnement ». Depuis la révolution industrielle, le capitalisme a associé la surexploitation des travailleur-ses et l'exploitation irraisonnée des ressources naturelles et de la biodiversité pour le profit des multinationales et de leurs actionnaires, conduisant à de nombreuses dérives : réchauffement climatique, épuisement des matières premières,

invasion des déchets, destruction de la biodiversité, famine et malnutrition dans de nombreux pays en voie de développement. **Et certain-es osent encore s'étonner, voire s'insurger, qu'en plus de fuir la guerre et la misère, des réfugié-es arrivent par milliers sur nos côtes pour échapper au dérèglement climatique induit par l'impérialisme occidental.**

Où l'on voit les limites du « Greenwashing » de Macron !!

L'Union européenne, pour satisfaire aux desideratas des grands groupes et de la finance, signe des traités de libre-échange à tour de bras, et la France les ratifie sans coup férir.

Ainsi le **CETA, traité de libre-échange** entre le Canada et l'Union européenne (CETA) a été ratifié, en juillet par les député-es français malgré de nombreuses interrogations, notamment, sur les conséquences sur la santé et l'environnement. En plus de prévoir la suppression des droits de douane sur 98% des produits échangés entre le Canada et l'Union européenne, et malgré l'affirmation du gouvernement français d'avoir obtenu un « veto climatique », des risques demeurent : **quid des importations d'animaux nourris aux farines animales et exposés à des antibiotiques et pesticides interdits en Europe, de la fragilisation du principe de précaution, de la toute-puissance des tribunaux d'arbitrage qui permettront aux multinationales d'attaquer les États sur des décisions légitimes en matière de climat, de biodiversité ou de santé publique ?**

Le **MERCOSUR (traité entre l'UE et le Brésil)**, que Macron menace de ne pas ratifier pour le moment, fait la part belle à Bolsonaro qui permet aux multinationales de déboiser des milliers d'hectares en Amazonie pour y implanter bétail, agriculture intensive, développer les biocarburants et l'exploitation minière... sans que la France, d'ailleurs, ne remette en question ses importations

massives de soja brésilien pour nourrir ses cheptels. L'urgence écologique ne peut relever de la responsabilité individuelle, où chacun-e est renvoyé à ses propres pratiques. La CGT refuse la culpabilisation individuelle des populations car ce sont les choix économiques des gouvernant-es qui sont responsables de la situation d'effondrement que nous vivons ! La CGT revendique une nouvelle politique qui engage la responsabilité des pouvoirs publics (via une réorientation des politiques publiques) et du patronat et conjugue justice sociale et justice



écologique.

Pour la CGT, l'engagement pour le progrès social passe inévitablement par la nécessité d'agir en faveur de l'environnement !

Changeons le système, pas le climat !

L'UD CGT 41 appelle l'ensemble des salarié·es, retraité·es, privé·es d'emploi à manifester :

**Vendredi 27 septembre à Blois
place de la résistance
à 17h30.**

Pour cela, l'UD CGT 41 revendique :

- **Une politique de transports tournée vers l'intérêt général**

La suppression de la ligne de fret Perpignan-Rungis soutenu par le gouvernement projette de détruire des emplois, tandis que le transport des fruits et légumes se fera désormais par camions, plus polluants. Le transport routier est le principal responsable des émissions de gaz à effet de serre.

À l'opposé de la casse de la SNCF décidée par le gouvernement, il y a urgence à investir dans les transports collectifs non polluants, en développant notamment le ferroviaire (passager et fret), le fluvial et le transport cyclable.

- **Une politique énergétique qui réponde aux besoins des usager·es**

Pour baisser drastiquement le recours aux énergies fossiles, il faut augmenter considérablement la place des énergies renouvelables dans le mix énergétique, investir dans la recherche et protéger le secteur de la spéculation en recréant un service public de l'énergie.

Il y a urgence à mettre en place d'un plan d'isolation des logements, à développer des transports collectifs gratuits, à travailler sur de nouveaux moteurs automobiles pour maîtriser la consommation énergétique.

- **L'accès à l'eau et à l'énergie pour toutes et tous**

L'accès à l'eau doit être un droit inaliénable et l'accès au gaz et à l'électricité doit être considéré comme une première nécessité. Or les compagnies privées d'eau et les projets de dérèglementation des services d'Enedis et d'Engie renforcent toujours

plus la privatisation de ces services aux profits d'intérêts privés.

Il y a urgence à créer un service public national de l'eau et de l'assainissement et à socialiser les secteurs du gaz et de l'énergie avec un taux de TVA pour les particulier·es à 5,5 %.

- **La relocalisation de l'industrie et le développement des services publics de proximité**

La fermeture d'un bureau de Poste, d'une école, d'un service de santé en zone rurale, contribue à l'exclusion sociale des usager·es les plus fragiles et contraint les autres à utiliser leurs automobiles. La délocalisation d'une usine appauvrit un bassin de vie en France, au profit de région où la main-d'œuvre est exploitée, mais elle contribue aussi à la hausse du transport mondial de marchandises. **Il y a urgence à relocaliser l'industrie en lien avec la recherche et le développement et à renforcer le maillage des services publics de proximité pour répondre aux besoins de la population en les sortant de la concurrence et de la**



rentabilité.

- **Le développement de l'économie circulaire pour une production durable**

Le modèle de productivisme et de consumérisme, consistant à épuiser les ressources d'un côté et accumuler les déchets de l'autre, doit être remis en cause.

Il y a urgence à développer l'économie circulaire en produisant des marchandises durables (fin de l'obsolescence programmée, éco-conception,...) et à recycler les déchets en mettant à contribution les entreprises et non les individus.